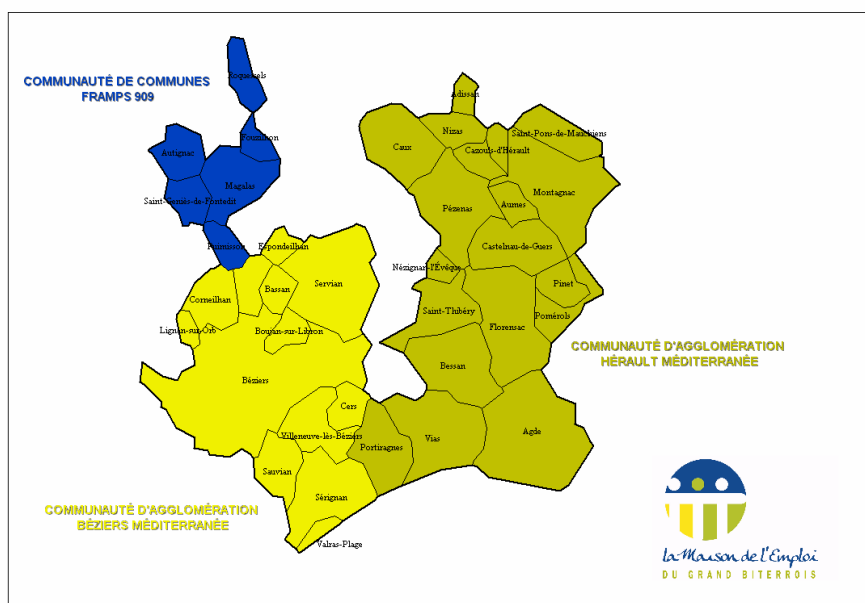


Profil socio-économique Du territoire de la Maison De l'Emploi du Grand Biterrois



MARS 2007



Maison de l'Emploi
9, rue d'Alger - Hôtel ICOSIUM
34500 Béziers
www.maisonemploi-grandbiterrois.fr

Sommaire

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Préambule | p.03 |
| PORTRAIT DE LA POPULATION DU TERRITOIRE DE LA MDEGB | p.04 |
| Evolution démographique de la population globale | p.04 |
| Précarité sociale : une fragilisation locale plus lente qu’au niveau régional | p.06 |
| Une réussite mitigée en formation initiale | p.08 |
| Chiffres clé | p.12 |
| RESSOURCES HUMAINES DES ENTREPRISES ET CARACTERISTIQUES DES EMPLOIS | p.13 |
| Portrait des emplois salariés | p.13 |
| • La prépondérance des Très Petites Entreprises | p.13 |
| • Le rôle central du secteur tertiaire dans le paysage économique local | p.17 |
| • L’émergence de métiers en tension | p.19 |
| Zoom sur les demande(ur)s d’emploi | p.22 |
| • Une progression hétérogène des diverses catégories de chômeurs | p.22 |
| • Une situation des jeunes et des seniors qui s’améliore | p.24 |
| • La faible incidence des licenciements économiques sur la courbe du chômage | p.26 |
| Chiffres clé | p.28 |

*P*réambule

Les Maisons De l'Emploi se donnent pour objectif **d'améliorer les services rendus aux demandeurs d'emploi, aux salariés ainsi qu'aux entreprises**. Elles ont pour mission de fédérer l'action des partenaires publics et privés, d'assurer l'adéquation des politiques publiques de l'emploi et de la formation professionnelle, de les adapter à une réalité locale, à un environnement économique et social territorial.

Dans le cadre de cette mission, l'**Observatoire** se pose comme un **outil de veille** ; les études réalisées, tant statistiques que qualitatives, doivent permettre d'établir des **diagnostics locaux à des fins d'anticipation des besoins et d'adaptation des offres** et services offerts aux acteurs de l'emploi.

Le réseau partenarial, développé par la Maison De l'Emploi du Grand Biterrois, a permis de **mutualiser tout un ensemble de données chiffrées** propres au territoire de la MDEGB.

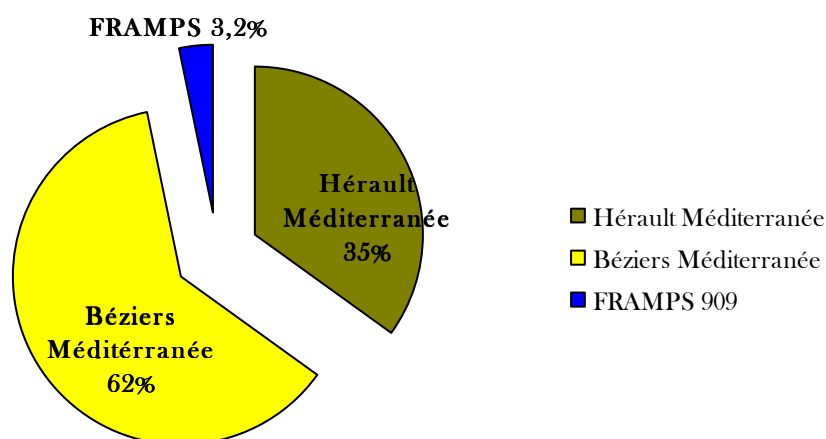
Ce document présente une **première photographie chiffrée et commentée du territoire** de la Maison De l'Emploi du Grand Biterrois. Loin de se prétendre exhaustif ; ce portrait territorial porte un éclairage sur **la dimension sociale** que recouvrent les enjeux liés à l'emploi.

Ce document rend compte des **Ressources Humaines qui composent le territoire local**, en y portant un regard transversal : caractéristiques des salariés, des demandeurs d'emplois, des jeunes et des seniors, des hommes et des femmes, des actifs investis dans les différents secteurs d'activité professionnelle...

Portrait de la population du territoire de la MDEGB

Evolution démographique de la population globale

Le Territoire de la Maison De l'Emploi du Grand Biterrois (MDEGB) se compose de deux communautés d'agglomération – Hérault Méditerranée (19 communes) et Béziers Méditerranée (13 communes) – ainsi que d'une communauté de communes – FRAMPS 909 (6 communes) – dont voici la répartition en termes de poids démographique en 2006¹ :



La population du Territoire de la Maison De l'Emploi du Grand Biterrois dépassait les 163 000 habitants en 1999². Contrairement à la moyenne annuelle de la Région³, supérieure à celle de l'échelle nationale, la croissance démographique du Territoire reste proche de la moyenne française ; les taux d'évolution annuelle moyens du Territoire entre 1990 et 1999, puis entre 1999 et 2006, sont respectivement de 0.5% et de 0.7%.

¹ Depuis 2004 le mode de comptage démographique a connu une transformation significative : les communes de moins de 10 000 habitants sont recensées dans leur exhaustivité tous les 5 ans. Celles qui comptent plus de 10 000 habitants font l'objet d'une enquête annuelle de recensement auprès d'un échantillon de 8% de la population globale répartie en territoires distincts, ce qui permet, au terme de 5 ans, un calcul de la croissance démographique sur la base d'un échantillon de 40% de leur population globale. (Source : définition fournie par l'INSEE, <http://www.INSEE.fr>).

² 163077 habitants (Source : INSEE, Recensement de la Population 1999).

³ En 2005, le Languedoc-Roussillon atteignait les 2.5 millions d'habitants, soit une augmentation annuelle de 1.4% par rapport à l'année 2004, ce qui représentait plus du double de la moyenne nationale et plaçait la Région au premier rang national en termes de croissance démographique. (Source : INSEE, Tableaux de l'Economie en Région, édition 2006).

| | Recensements | | |
|----------------------------------|--------------|---------|------------|
| | 1990 (*) | 1999 | provisoire |
| Département | 794600 | 896909 | 971433 |
| Région | 2115000 | 2296363 | 2462433 |
| Territoire (**) | 154982 | 163077 | 174939 |
| <i>dont Hérault Méditerranée</i> | - | 58199 | 62429 |
| <i>dont Béziers Méditerranée</i> | - | 101264 | 108048 |
| <i>dont FRAMPS 909</i> | - | 3614 | 4462 |

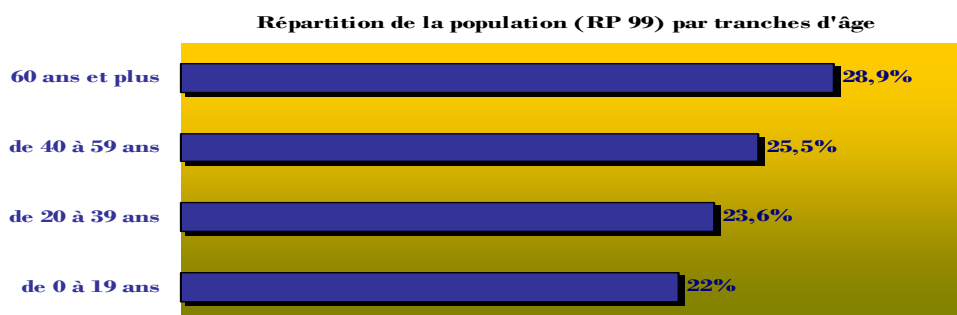
(Sources régionales et départementales : INSEE, *Tableau de l'Economie en Région*, édition 2006. Sources locales : INSEE, recensement de la population de 1999 et recensement provisoire de la population de 2004/2005).

(*) Nous ne possédons pour l'instant pas le détail du recensement 1990 relatif à chaque communauté de commune et d'agglomération.

(**) 26 des 38 qui composent le Territoire local ont déjà été recensées de manière exhaustive, ce qui permet un recensement relativement fiable.

Si l'Hérault se pose comme le département qui bénéficie le plus du dynamisme démographique⁴, cette croissance se concentre avant tout autour de zones marquées par le développement des grands pôles urbains extérieurs au Territoire de la MDE du Grand Biterrois : Montpellier, Nîmes, Perpignan.

En 1999 la population du Territoire local était vieillissante ; les personnes âgées de 60 ans, plus nombreuses que les jeunes de moins de 20 ans, représentaient alors plus de ¼ de la population globale :



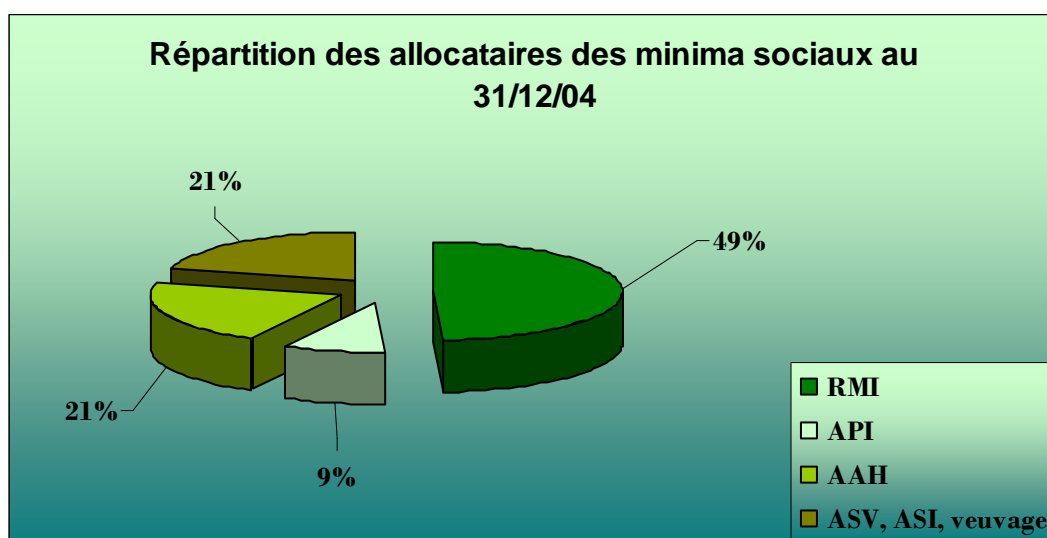
(Source : INSEE, RP 99)

⁴ En 2004, 41% de cette croissance démographique se concentraient dans le seul département de l'Hérault. (Source : INSEE, Tableaux de l'Economie en Région, édition 2006).

En 1999, la croissance démographique restait dépendante du solde migratoire⁵ (taux annuel moyen de 0.61%) puisque le solde naturel⁶ s'avérait négatif (-0.07%). Depuis quelques années, l'accroissement naturel est très positif dans l'Hérault en ce que le Département attire une population jeune. Synchroniquement, selon les estimations de l'INSEE, en 2015 le Languedoc-Roussillon devrait être marqué par un vieillissement de sa population ; le nombre de personnes âgées augmenterait de 40%. Près de 40% de ces seniors se concentreraient sur le seul département de l'Hérault. Reste donc à savoir laquelle de ces deux évolutions démographiques (attractivité ou vieillissement) marquera le plus le territoire local.

Précarité sociale : une fragilisation locale plus lente qu'au niveau régional

A la date du 31/12/2004, 14 405 bénéficiaires de minima sociaux sont recensés sur le Territoire local, soit 8.2% de sa population globale, proportion qui dépasse celle de l'échelle régionale de 1 point⁷.



(Source : DRTEFP)

⁵ Au sens de l'INSEE, le *solde migratoire* correspond à la différence enregistrée entre le nombre de personnes qui entrent et celles qui sortent du territoire, au cours d'une période donnée.

⁶ Au sens de l'INSEE, le *solde naturel* correspond à la différence enregistrée entre les nombres de naissances et de décès au cours d'une période donnée.

⁷ Source : DRTEFP

A l'image du Languedoc-Roussillon ou bien même de la France, le Territoire enregistre en 2004 une augmentation du nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) ; soit 3.8% par rapport à 2003, progression plus marquée que celle qui affecte le niveau régional pour cette même année (3%).

En 2004, on peut estimer⁸ que sur le Territoire de la MDEGB, 40 habitants sur 1000 étaient allocataires du RMI. Si cette situation décrit la précarité d'une frange de la population en augmentation, celle-ci l'est toujours moins qu'au niveau de la Région enregistrant pour sa part, plus de 55 bénéficiaires du RMI pour 1000 habitant à la même date¹⁰.

Rappelons tout de même que 2004 fût marquée par le lancement d'une réforme sur l'Allocation Solidarité Spécifique (ASS) qui a participé à faire basculer certains bénéficiaires de cette aide vers le RMI. Il nous faudra donc attendre les chiffres de 2005 et de 2006 pour évaluer la situation sociale du Territoire de manière plus pertinente.

A la lecture du nombre d'assurés concernés par la Couverture Maladie Universelle (CMU) complémentaire, il semble que la population précarisée du Territoire de la MDEGB se fragilise moins vite que celle plus globale de la Région. En effet, au 31/12/04, plus de 4 points séparaient le taux de couverture de la population globale du Languedoc-Roussillon de celle du Territoire de la MDEGB ; la CMU complémentaire couvrait respectivement 11.3% de la population globale du Languedoc-Roussillon, et 6.9% de celle du Territoire local¹¹.

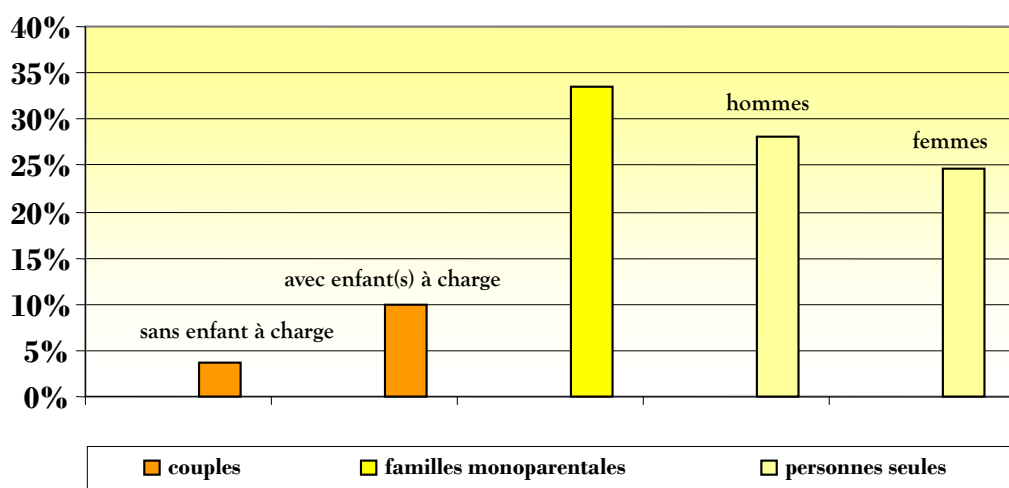
⁸ Il s'agit d'une estimation dans la mesure où le ratio de bénéficiaires est ici calculé sur la base du recensement provisoire de la population.

* *RMI* : Revenu Minimum d'Insertion, *API* : Allocation Parent Isolé, *AAH* : Allocation Adulte Handicapé, *ASV* : Allocation Spéciale Vieillesse, *ASI* : Appui Social Individualisé

¹⁰ Source : INSEE, *l'année économique et sociale*, édition 2004

¹¹ Source : DRTEFP

Répartition des ménages couverts par la CMU au 31/12/04



(Source : DRTEFP)

Une réussite mitigée en formation initiale¹²

En 2004, sur 1931 lycéen(ne)s inscrit(e)s au baccalauréat, 1488 l'ont obtenu, soit un taux de réussite de 77%. Cet écart est supérieur de 3% à celui qu'affiche plus globalement le Languedoc-Roussillon.

Taux de réussite au baccalauréat en 2004 (en %)

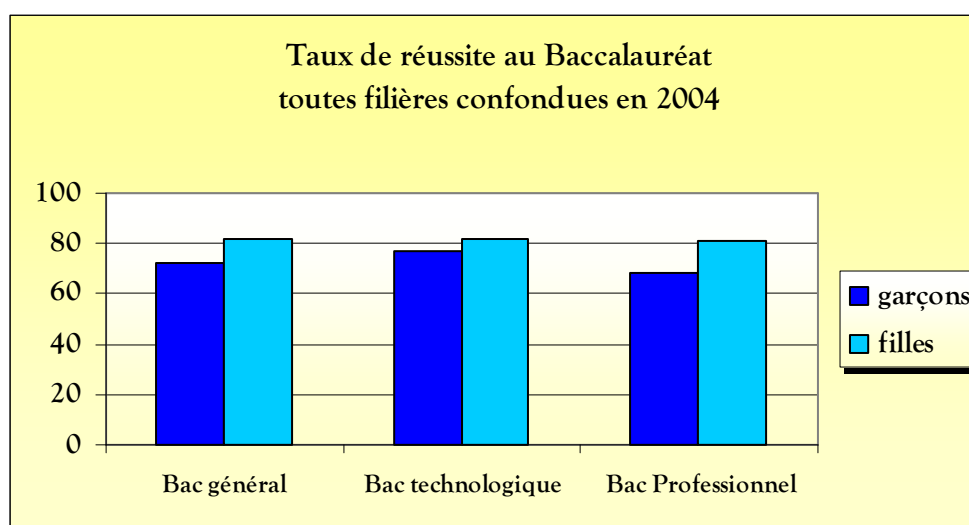
| | MDEGB | Région |
|--------------------------|-----------|-----------|
| Toutes filières | 77 | 80 |
| Bac général | 79,7 | 81 |
| Bac technologique | 74,8 | 78.1 |
| Bac Professionnel | 73 | 80.1 |

(Sources : Rectorat)

¹² Sources pour le territoire de la MDEGB : les données statistiques du Rectorat accessibles sur le site www.ac-montpellier.fr/Academie/Academie_Stats.htm, Sources relatives à la Région : INSEE, l'année économique et sociale, 2004.

Ne dérogeant pas à la tendance amorcée depuis plusieurs dizaines d'années, jusqu'à la fin des études secondaires, les filles réussissent mieux que les garçons.

Si l'asymétrie sexuée ne pose pas forcément question en soit¹³, l'écart significatif des taux de réussite en 2004 peut tout de même interpeler ; 13 points séparent par exemple le taux de réussite des filles (81.3%) de celui des garçons (67.9%) au baccalauréat technologique.

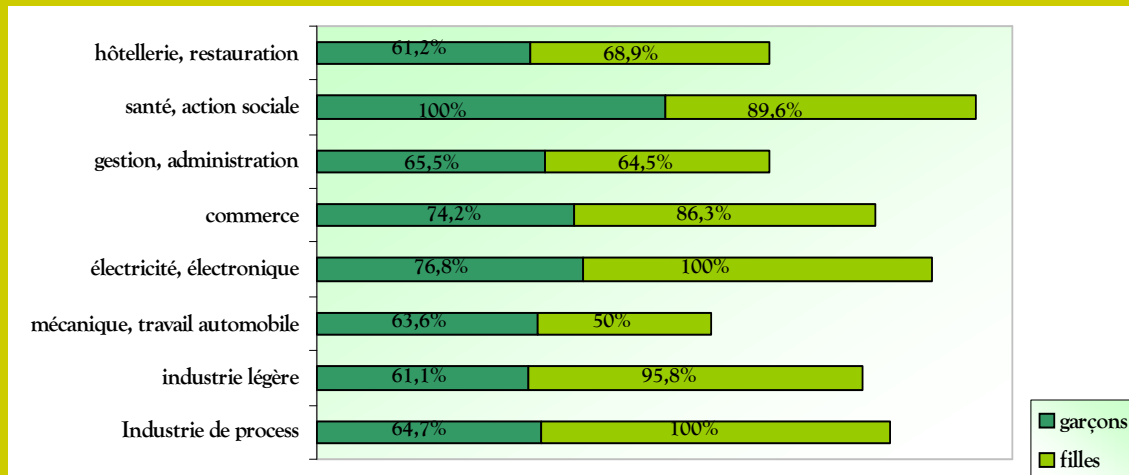


(Source : Rectorat)

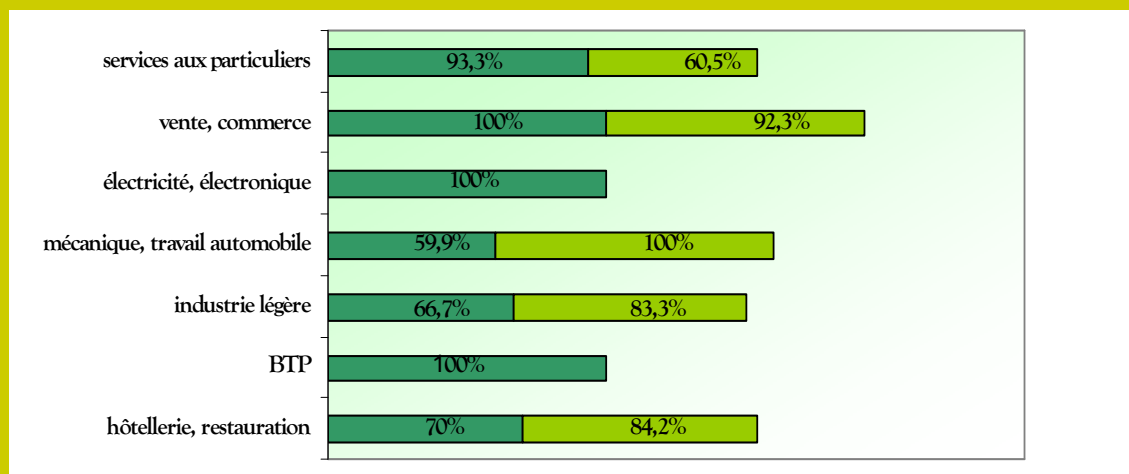
En 2004, 1183 élèves ont passé l'examen du CAP ou du BEP. A l'image de l'enseignement général, les tendances concernant les Certificats d'Aptitude Professionnelle (CAP) et les Brevet d'Etude Professionnel (BEP) sont très mitigées, ces taux de réussite se présentant encore plus faibles qu'à l'échelle régionale : 70% des élèves inscrits ont obtenu leur CAP ou leur BEP, proportion inférieure de 2.6 points au taux de réussite académique.

¹³ Ces trente dernières années, la recherche sociologique a largement mis en lumière le sens de cette asymétrie sexuée de la réussite scolaire ; la socialisation scolaire, et plus largement genrée, est sexuellement différenciée. Il s'agit là d'un processus par lequel filles et garçons intériorisent des dispositions sexuellement distinctes qui ont une forte incidence sur la manière dont ils évoluent et réussissent au sein du système scolaire. C'est ainsi par exemple, que tout en étant plus performantes que les garçons, les filles restent pourtant sous-représentées dans les filières les plus élitistes (filières scientifiques, grandes écoles...).

Taux de réussite au CAP par familles professionnelles en 2004



Taux de réussite au BEP par familles professionnelles en 2004



(Source : Rectorat)

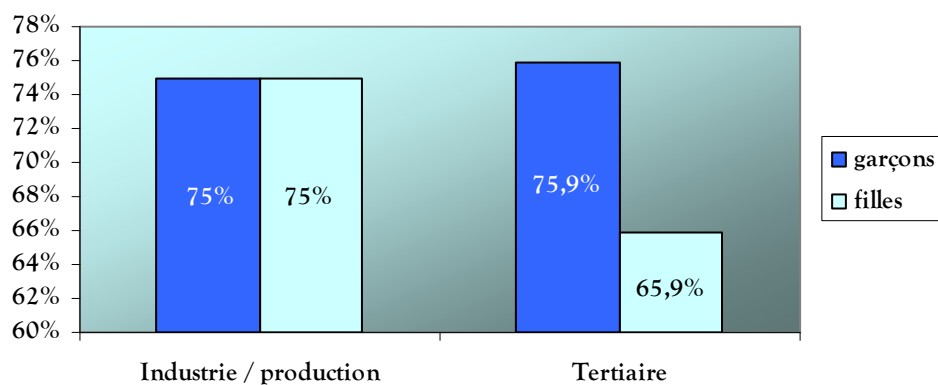
C'est dans le domaine de la vente que le Territoire enregistre le plus grand nombre de candidats (180 candidats de CAP ou BEP dont 145 admis) alors même que depuis 2004 les offres d'emploi n'y cessent de diminuer contrairement aux demandes qui s'accroissent.

Notons par ailleurs un taux de réussite plutôt faible dans les formations à des métiers actuellement en tension, comme celui de l'hôtellerie pour lequel l'Académie annonce, concernant le territoire local, un taux de réussite inférieur à 70% pour le CAP et de 77% pour le BEP.

363 étudiants, dont 163 jeunes hommes et 139 jeunes femmes, se sont présentés au Brevet de Technicien Supérieur (BTS), et 71.2% d'entre eux l'ont obtenu. Contrairement aux autres examens, le taux de réussite au BTS (toutes filières confondues) est favorable au Territoire, la Région enregistrant, pour sa part, un taux de réussite de 66.1%.

Cette fois les filles sont moins performantes que les garçons puisqu'un écart de 10 points sépare les taux de réussite des filles et des garçons aux examens des BTS orientés vers les métiers du tertiaire.

**Taux de réussite en BTS
par secteur d'activité en 2004**



(Source : Rectorat)

PORTRAIT DE LA POPULATION DU TERRITOIRE DE LA MDEGB :

LES CHIFFRES CLE

- ↪ **En 1999, l'INSEE recensait 163077 habitants sur le territoire de la MDEGB. Selon les estimations provisoires le taux d'évolution démographique devrait avoir augmenté de 7.2%.**

- ↪ **Au 31 décembre 2004, le Territoire comptait 14405 bénéficiaires de minima sociaux. A cette même date, 40 habitants sur 100 sont allocataires du RMJ, proportion plus faible qu'à l'échelle régionale.**

- ↪ **En 2004 les résultats aux examens décrivent une réussite mitigée au regard des moyennes régionale et nationale : en 2004, le Territoire affiche 77% de réussite au Baccalauréat (toutes filières confondues), 70% aux examens du CAP et BEP et un taux de réussite de 71.2% au BTS.**

- ↪ **Comme chaque année, les filles sont globalement plus performantes que les garçons.**

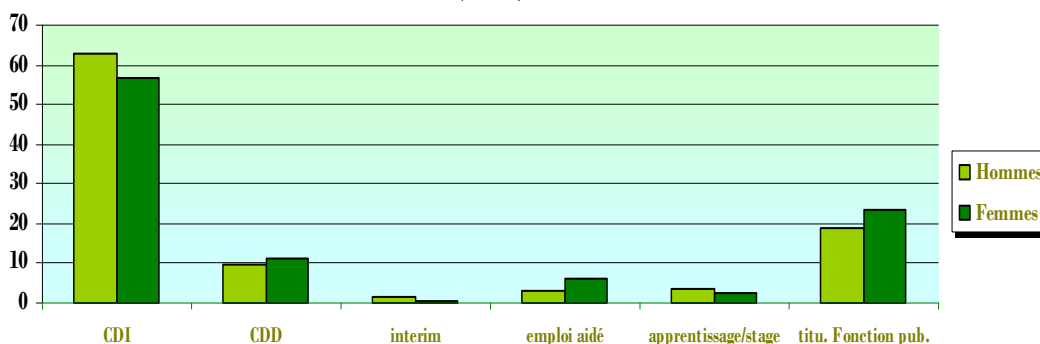
Ressources Humaines des entreprises et caractéristiques des emplois

Le profil des emplois salariés¹⁴

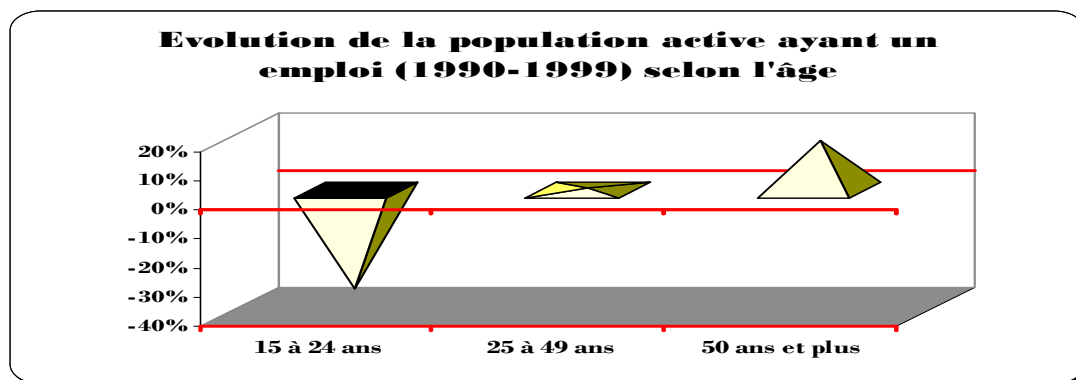
La prépondérance des très petites entreprises

En 1999, la population active du Territoire s'élevait à 64493 dont 77.7% ayant un emploi, 17% de personnes non salarié(e)s et près de 45% de femmes¹⁵.

**Répartition des emplois salariés en 1999 selon les conditions d'emploi
(en %)**



Le vieillissement général de la population Languedocienne ne semble pas sans incidence sur l'évolution de la population active qui, en 10 ans, a vu la part des seniors augmenter là où celle des jeunes diminuait :

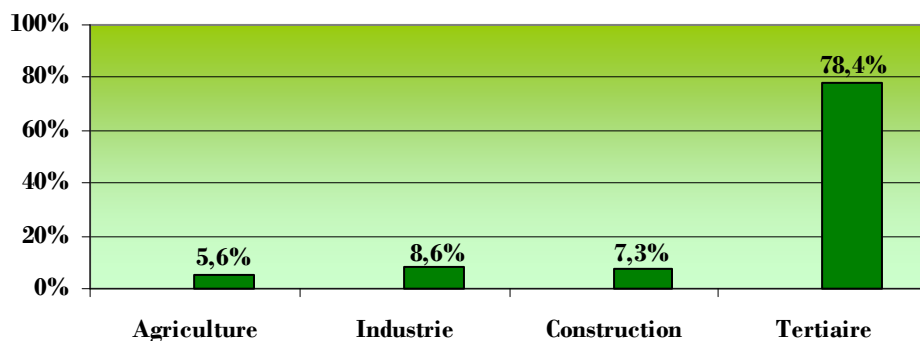


¹⁴ L'ensemble des données présentées ci-après ne concernent que les établissements (et les emplois qu'ils génèrent) du secteur privé non agricole.

¹⁵ Aucun travail d'analyse comparative ne peut être réalisé avant le prochain recensement (2008) qui permettra de connaître l'évolution de la population active, en référence à laquelle il sera alors possible de calculer le taux de chômage affectant le territoire de la MDEGB.

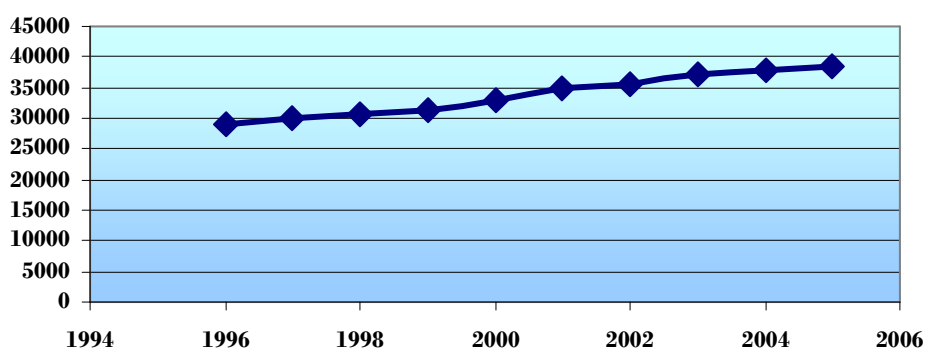
Par ailleurs, en 1999 le recensement réalisé par l'INSEE décrivait déjà la croissance exponentielle du secteur tertiaire qui concentrait alors 78.4% des emplois salariés du Territoire de la MDEGB :

Répartition de l'emploi salarié en 1999 par secteurs d'activité



Au cours des 10 dernières années l'emploi s'est accru de 31.9%, progression plus faible qu'aux niveaux respectifs du Département (39.4%) et de la Région (32.9%).

Evolution de l'emploi sur le territoire de la MDEGB



(Source : INSEE, portrait de territoire)

En 2004 le Languedoc-Roussillon a créé près de 2% d'emplois salariés, dynamisme économique dans le cadre duquel le bassin d'emplois de Béziers a joué (avec celui de Montpellier) un rôle moteur.

En 10 ans (1995 - 2004) le taux d'établissements actifs sur le Territoire s'est accru de 19.2%. Si, au regard de l'ensemble de l'activité du Territoire, l'évolution du nombre d'entreprises dans l'Industrie et le Commerce est faible (respectivement 9.2% et 10.4%), seuls ces deux secteurs d'activités enregistrent pourtant un taux d'accroissement plus fort que celui du Département (plus de 2 points).

Globalement, l'essor local s'avère plus lent que le développement du Territoire héraultais avec parfois d'importants écarts ; 10 points séparent par exemple le taux d'évolution du nombre d'établissements actifs dans le secteur des services aux entreprises (43.9% contre 53.9%).

L'évolution du nombre d'établissements actifs selon le secteur d'activité entre 1995 et 2004

| SECTEURS D'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS | EVOLUTION 1995 - 2004 (en %) | |
|-------------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------|
| | <i>Territoire de la MDEGB</i> | <i>Zone Hérault</i> |
| Industrie | 9,2 | 7 |
| Construction | 15,3 | 21,3 |
| Commerce et réparations | 10,4 | 7,9 |
| Autres services | 29,5 | 34,8 |
| • <i>dont services aux entreprises</i> | 43,9 | 53,9 |
| • <i>dont services aux particuliers</i> | 25 | 28,9 |

(Sources : INSEE)

En 2004 le Territoire compte 5 541 établissements qui emploient à cette période 37909 salariés¹⁶. Le paysage économique local se caractérise par la prédominance des Très Petites Entreprises (TPE¹⁷) ; en 2004 celles-ci représentent 86.7% de l'ensemble des établissements¹⁸, et génèrent 14 017 emplois (ou bien encore 37% du nombre total des emplois salariés du Territoire), soit une progression d'emplois salariés de 5.6% par rapport à l'année 2002.

¹⁶ Source : DRTEFP

¹⁷ La définition de la TPE varie selon l'organisme qui la définit. En référence à l'UNEDIC qui nomme *petite entreprise* tout établissement de plus de 10 salariés, la TPE désigne ici les établissements qui emploient moins de 10 salariés.

¹⁸ La proportion des TPE au niveau national est de 84%

Les entreprises de plus de 200 salariés ((G)ME) ont quant à elles connu un taux d'accroissement significatif, puisqu'entre 2002 et 2004 il dépasse les 83% d'évolution du nombre d'établissements, et 41% du nombre d'emplois salariés¹⁹. Cette progression ne place pourtant pas ce type d'entreprise au premier rang des établissements générant le plus d'emplois (8% du nombre global d'emplois salariés).

Si entre 2002 et 2004 les Moyennes Entreprises (ME)²⁰ ont quant à elles connu une régression de leur nombre d'établissements et d'emplois salariés (respectivement -4.2% et -2.5%), elles continuent pourtant de générer de l'emploi, se situant au second rang des établissements porteurs sur le Territoire.

En définitive, ce sont les établissements de petite envergure²¹ (20 à 49 salariés) qui se portent le mieux puisqu'ils se sont accrus de 16% et ont augmenté leur nombre d'emplois salariés de 13.3% en l'espace de 2 ans ; en 2004 les petites entreprises généraient ainsi près de 19% de l'emploi global du Territoire de la MDEGB.

Les établissements selon leur taille et l'emploi salarié généré

| Taille des établissements | Etablissements | | Salariés | |
|------------------------------|------------------------------|------------------------------------|------------------------------|------------------------------------|
| | <i>part</i> <i>(en %)</i> | <i>évolution</i> <i>2002/04</i> | <i>part</i> <i>(en %)</i> | <i>évolution</i> <i>2002/04</i> |
| < 10 salariés | 86,7 | 3,9 | 37 | 5,6 |
| 10 - 19 salariés | 7,1 | 1,3 | 13,8 | 2,5 |
| 20 - 49 salariés | 4,3 | 16 | 18,7 | 13,3 |
| 50 - 199 salariés | 1,7 | -4,2 | 22,5 | -2,5 |
| ≥ 200 salariés | 0,2 | 83,3 | 8 | 41,1 |
| Ensemble | 100 | 4,1 | 100 | 6,6 |

(Sources : ASSEDIC, DRTEFP)

¹⁹ Le taux d'évolution de ces grandes entreprises qui, transcrit en pourcentages, peut paraître considérable, renvoie en définitive à un petit nombre d'établissements : le territoire comptait 2 établissements en 2002 et en comptabilise 11 en 2004. Toute positive que soit cette progression des grandes entreprises, elle induit parallèlement une situation de fragilité puisque plus de 200 salariés perdraient leur emploi si l'un de ces entreprises fermait ses portes...

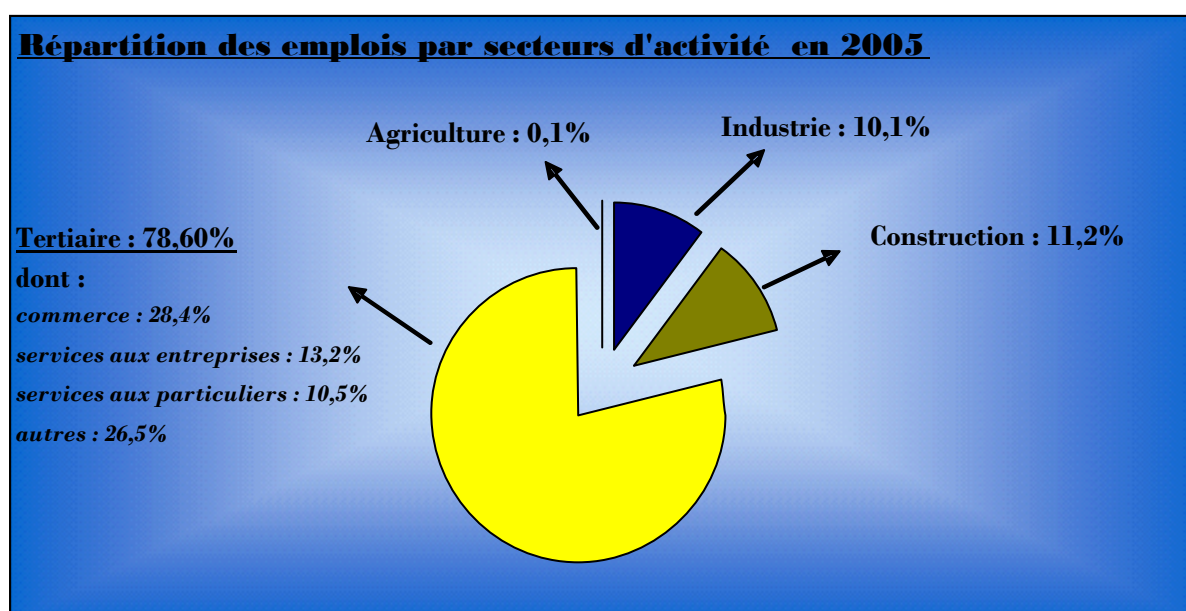
²⁰ L'INSEE ne différencie pas les *moyennes entreprises* (ME) des *grandes et moyennes entreprises* (GME). En référence à la nomenclature proposée par l'UNEDIC, la *moyenne entreprise* (ME) désigne tout établissement de 50 à 199 salariés là où la *grande et moyenne entreprise* (GME) renvoie à toute entreprise comptant de 200 à 499 salariés.

²¹ La nomenclature de l'UNEDIC désigne par *Petite Entreprise* tout établissement comprenant de 10 à 49 salariés. Au niveau national, cette catégorie d'établissements représente 13.5% de l'ensemble des entreprises françaises.

Le rôle central du secteur tertiaire dans le paysage économique local

Comme en 2004, et malgré un ralentissement du taux de croissance amorcé en 2002, l'emploi salarié continue de progresser sur le Territoire de la MDEGB en 2005 ; avec 5 660 établissements, et 38 365 emplois recensés (soit des taux respectifs de progression moyenne annuelle de 2.1% et de 1.2%), le territoire concentre 18.1% des emplois salariés de l'Hérault.

Le secteur tertiaire joue un rôle central dans le dynamisme économique local puisqu'il représente plus de 78% des emplois enregistrés²² :



(Source : Assedic Languedoc-Roussillon)

Entre 1995 et 2004, le secteur tertiaire connaît un taux d'accroissement de son nombre d'établissements de 29.5% (dont une hausse de 43.9% dans le domaine des services aux entreprises, et de 25% dans celui des services à la personne)²³.

Sur les 38 communes qui composent le Territoire de la MDEGB, 6 d'entre elles génèrent 84% de l'ensemble des emplois salariés du secteur privé non agricole.

²² Source : ASSEDIC Languedoc-Roussillon, *Les emplois générés par les entreprises du secteur privé non agricole. Zoom sur le territoire, 1995-2005.*

²³ Sources : ASSEDIC Languedoc-Roussillon, *Les emplois générés par les entreprises du secteur privé non agricole. Zoom sur le territoire, 1995-2005.*

Béziers et Agde s'imposent comme les villes porteuses de ce dynamisme en concentrant les 2/3 des emplois. Viennent ensuite les 4 autres pôles d'emplois que sont Pézenas, Villeuneuve-Les-Béziers, Florensac et Serignan.

| | PART DE LA POPULATION RP 1999²⁴ | PART DES ETABLISSEMENTS FIN 2005 | PART DES EMPLOIS SALARIES (FIN 2005) |
|-------------------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| Béziers | 42,5% | 48,8% | 55,5% |
| Agde | 12,3% | 17,7% | 12,7% |
| Pézenas | 4,6% | 6,5% | 6,9% |
| Villeneuve-Les-Béziers | 2,1% | 3,1% | 4,1% |
| Florensac | 2,4% | 2,6% | 2,5% |
| Serignan | 3,8% | 2,3% | 2,3% |
| TOTAL | 56,7% | 81% | 84% |

(Source : ASSEDIC Languedoc-Roussillon)

Cependant, si Béziers et Agde sont porteuses d'emplois, elles concentrent synchroniquement une majeure partie des demandeurs d'emploi (près de 79% des demandes d'emplois en fin du mois de juin 2006²⁵).

Sur notre Territoire, les secteurs de la santé/action sociale et de la construction se posent comme fortement porteurs en termes de créations d'emplois. Les services aux particuliers se caractérisent également par un très fort dynamisme puisque qu'ils sont marqués par un taux de croissance de 63.7% depuis 1996. Le secteur des services à la personne doit certainement une part de sa croissance à l'évolution démographique du Territoire. En effet, nous avons précédemment rappelé que selon les estimations de l'INSEE, d'ici à 2015 le Languedoc-Roussillon devrait voir sa population de personnes âgées augmenter de 40%, dont près de 40% concentrées sur le seul département de l'Hérault.

²⁴ Nous ne faisons pas ici référence au recensement provisoire dans la mesure où la commune de Florensac n'a pas encore été recensée.

²⁵ Source : DRTEFP

L'enquête sur les Besoins de Mains-d'Oeuvre (BMO) réalisée par l'ASSEDIC du Languedoc-Roussillon²⁶, traduit autrement la prépondérance du secteur tertiaire et plus particulièrement des services dans la dynamique locale de l'emploi. En 2006, 66.3% des projets de recrutements non saisonniers concernaient le secteur tertiaire ; 54.3% des intentions d'embauches devaient s'effectuer dans le secteur plus particulier des services et 35.6%, et plus spécifiquement encore dans celui des services à la personne.

Le palmarès des projets de recrutement à caractère non saisonnier du bassin d'emplois de Béziers

| SECTEURS | RECRUTEMENTS | PROJETS DE RECRUTEMENT |
|-----------------------------------|--------------|------------------------|
| Tertiaire | 66,3% | 82,4% |
| <i>dont activités de services</i> | 54,3% | 74,6% |
| <i>dont activités de commerce</i> | 12% | 7,8% |
| Construction | 33,7% | 17,5% |

(Source : enquête BMO 2006, ASSEDIC Languedoc-Roussillon)

l'émergence des métiers en tension

En 2006, l'hôtellerie - plus particulièrement les employés et agents de maîtrise (serveurs, maîtres d'hôtel...) - se situe dans le peloton de tête des métiers pour lesquels les employeurs déclarent le plus d'intentions d'embauches et d'embauches effectives : 739 projets de recrutements déclarés (dont 82% sont à caractère saisonnier), soit 12.4% de l'ensemble des projets de recrutement recensés sur le bassin d'emplois de Béziers²⁷. Le dynamisme affiché ne doit cependant pas éluder la tension qui affecte ce métier ; 57% des employeurs jugent le recrutement d'agents de maîtrise de l'hôtellerie difficile, ce qui situe cette activité professionnelle dans le répertoire des 18 métiers pour lesquels les offres sont considérées comme les plus difficiles à satisfaire.

²⁶ Source : Enquête sur les Besoins de Mains-d'Oeuvre, 2006, *Les métiers recherchés par les employeurs du bassin d'emplois de Béziers*. Cette enquête couvre une zone géographique incluant 4 des 6 communes du territoire de la Maison De l'Emploi du Grand Biterrois qui génèrent le plus d'emplois (Béziers, Agde, Pézenas et Florensac). Nous y faisons donc référence en ce qu'elle se fait l'écho de certaines tendances locales.

²⁷ L'ASSEDIC a interrogé l'ensemble des établissements du secteur privé non agricole de 17 bassins d'emploi du Languedoc-Roussillon. Le taux de réponse des employeurs s'élève à 34%, représentativité suffisante pour analyser les prévisions de recrutement des établissements concernés pour l'année 2006.

Si ce métier se fait l'écho de besoins en mains-d'œuvre qui posent problème, d'autres secteurs rencontrent cette même problématique avec encore plus d'acuité ; 100% des employeurs concernés, interrogés sur le recrutement de menuisiers qualifiés du bâtiment le considèrent difficile, 95% des employeurs d'ouvriers de l'industrie et 86% d'employeurs de maçons qualifiés font le même constat.

L'analyse comparée des demandes et des offres d'emploi répertoriées dans chaque famille professionnelle (FAP), permet elle aussi de mettre en lumière l'émergence (voire pour certains métiers l'aspect pérenne) de tensions induites par le déséquilibre entre les offres et les demandes d'emploi.

En 2006, quatre familles professionnelles concentrent $\frac{1}{4}$ de l'ensemble des demandes d'emploi des personnes immédiatement disponibles (catégories 1, 2, 3) : vendeur/se (9%), employé(e) et agent de maîtrise de l'hôtellerie (6.1%), agent d'entretien (5.9%) et secrétaire (4.7%).

Les FAP qui ont totalisé le plus de demandes d'emplois (cat. 1, 2, 3) sur l'année mobile juillet 2005 - juin 2006



(Source : DRTEFP)

Depuis 2004, le nombre de recherches d'emploi de vendeur n'a cessé d'augmenter alors que les offres ont baissé de 10% en 2006, c'est pourquoi le ratio entre l'offre et la demande est ici le plus fort (2.9 soit une offre disponible pour près de 3 demandes d'emploi enregistrées).

Si les femmes sont présentes dans toutes les familles professionnelles, elles sont sur-représentées dans les principaux secteurs d'emploi qui enregistrent les plus forts déséquilibres entre les demandes et les offres, or les emplois concernés requièrent une faible voire aucune qualification. En ce sens, les femmes les moins diplômées sont les plus exposées aux difficultés d'insertion professionnelle²⁸.

| | Proportion de femmes | juillet 2005 - juin 2006 | | |
|---------------------------|-------------------------|--------------------------|------------|---------------|
| | | DEE | OEE | Ratio DEE/OEE |
| Employée de maison | 97,8% | 964 | 164 | 5,9 |
| Secrétaire | 97,9% | 1 044 | 353 | 3 |
| Agent d'entretien | 82,7% | 1 309 | 906 | 1,4 |
| Vendeuse | 74,8% | 1 996 | 694 | 2,9 |

(Sources : données DRTEPF)

A l'inverse, et comme nous l'avons précédemment souligné, certaines familles professionnelles souffrent d'une tension. L'hôtellerie enregistre le second plus fort taux de demandes d'emploi, mais nous l'avons évoqué, ces dernières ne suffisent pas à satisfaire le besoin en mains-d'œuvre dans ce secteur professionnel en tension (moins de 1 demande pour 2 offres entre 2004 et 2006).

Le secteur de l'action sociale, culturelle et sportive connaît lui aussi la plus grande difficulté à recruter avec une tension culminante entre l'offre et la demande durant l'année 2003/04, où l'on compte 1 demande pour 3 offres d'emploi.

Le secteur de la construction n'est pas non plus épargné par ce phénomène ; durant l'année 2005/06 le recrutement d'ouvriers qualifiés en gros œuvre du bâtiment pose des difficultés (435 offres d'emploi enregistrées pour seulement 371 demandes).

²⁸ Notons qu'un niveau plus élevé de formation ne protège pas forcément les femmes du chômage. C'est ainsi qu'en 2006, les demandeuses d'emploi (de catégorie 1) de niveaux de formation I, II ou III représentent 52.2% de l'ensemble de cette classe de chômeur/ses. (Source : DRTEPF)

Zoom sur les demandeurs d'emploi

Depuis 1995 l'INSEE catégorise les demandeurs d'emploi de la manière suivante :

- Les Demandeurs d'Emploi (ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois) **immédiatement disponibles** à la recherche d'un emploi :
 - **catégorie 1** : à durée indéterminée et à temps plein
 - **catégorie 2** : à durée indéterminée et à temps partiel
 - **catégorie 3** : à durée déterminée, temporaire ou saisonnier
- Les Demandeurs d'Emploi (ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois) **non immédiatement disponibles** à la recherche d'un emploi :
 - **catégorie 6** : à durée indéterminée et à temps plein
 - **catégorie 7** : à durée indéterminée et à temps partiel
 - **catégorie 8** : à durée déterminée, temporaire ou saisonnier

Une progression hétérogène des diverses catégories de chômeurs

Les demandeurs d'emploi immédiatement disponibles et n'ayant pas travaillé moins de 78 heures durant le mois représentent 60% de l'ensemble des demandeurs d'emploi du Territoire local. En juin 2006, le territoire comptabilisait 7506 Demandeurs d'Emploi en Fin de mois. Près de 79% d'entre eux se concentraient sur les deux principales villes par ailleurs porteuses d'emplois que sont Béziers (45.5%) et Agde (16.7%).

Durant les années 2004 et 2005 la région du Languedoc-Roussillon a connu une baisse significative du chômage (-2.4% en 2004, et -5% en 2005). Au sein du Territoire, cette embellie est plus lente et n'émerge globalement qu'en milieu de l'année 2005 puisqu'entre les 2^{èmes} semestres 2004 et 2005, le taux de demandeurs d'emplois immédiatement disponibles de catégorie 1 s'accroît de 1.5% portant leur nombre à 8 261 en juillet 2005. Plus globalement, le taux de demandes d'emplois enregistrées (DEE) de catégories 1, 2, 3 s'est accru de 1% sur l'année mobile 2004/05 et continue sa progression l'année suivante (+ 4.3%).

²⁹ Sources relatives aux données locales : DRTEFP. Sources relatives aux données régionales : INSEE, l'année économique et sociale.

La fin de l'année 2005 et le début de l'année 2006 marquent une baisse significative du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 ; à la fin du 2^{ème} trimestre 2006, leur nombre chute de 9.1% soit 755 demandeurs d'emploi de moins qu'à la même époque de l'année précédente.

Si durant l'année 2004/05 les femmes ont, plus que les hommes, bénéficié d'une régression du chômage, l'année suivante la tendance s'inverse, même si l'asymétrie entre les sexes reste peu discriminante :

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1

| | Evolution (en %) 04/05 | Evolution (en %) 05/06 |
|-----------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|
| Hommes | + 5% | - 9.7% |
| Femmes | - 2.3% | - 8.5% |
| Ensemble | + 1.5% | - 9.1% |

(Source : ANPE)

La faible augmentation du nombre de demandes d'emploi à plein temps qui marque l'année 2004/05 ne traduit pas mécaniquement une embellie économique puisque durant cette même année, les demandes d'emploi à temps partiel ou saisonnier ont connu une augmentation (19.4% des demandeurs d'emploi de catégories 2 et 3, 16.9% des catégories 7 et 8). Entre juillet 2005 et juin 2006, la part des demandes d'emploi à temps partiel représente près de 29% des demandes d'emplois enregistrées. L'année suivante annonce une tendance au ralentissement avec 355 demandeurs d'emplois de ces catégories en moins, (- 9.8%), régression plus rapide que celle des demandes d'emploi à plein temps.

La part des femmes reste ici prépondérante même si elle l'est moins qu'au niveau régional (avoisinant les 80%) ; entre juillet 2005 et juin 2006, elles représentent 69% des demandes d'emploi à temps partiel.

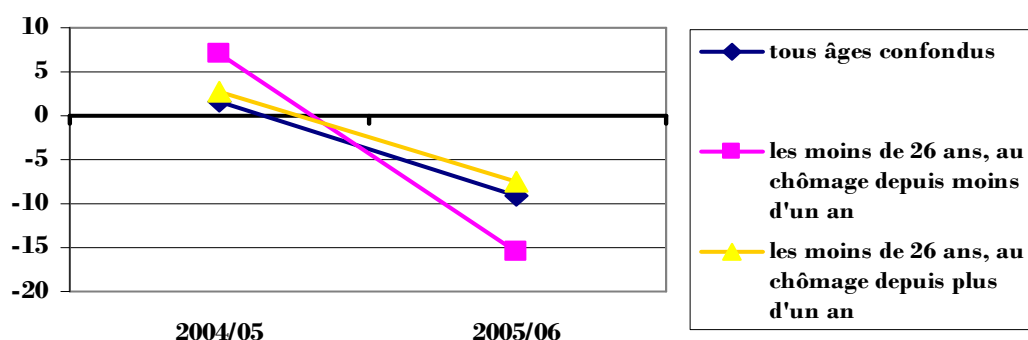
Les jeunes et les seniors : une situation qui s'améliore

En juin 2006, les jeunes demandeurs d'emploi immédiatement disponibles de catégorie 1 représentent 15,4% de l'ensemble des demandeurs d'emplois de cette classe de chômeurs. A la fin du 2^{ème} semestre 2006, 1335 jeunes (moins de 26 ans) demandeurs d'emplois de catégorie 1 sont comptabilisés, soit 226 de moins qu'en 2005. Cette baisse est plus favorable que celle qui marque cette même tendance au niveau régional (-6,6%³⁰ contre -8,5% au niveau local).

A l'image de la Région, la situation des jeunes connaît une amélioration entre juillet 2005 et juin 2006 : leur nombre a diminué de 14,5%. Cependant, cette régression fait suite à une année 2004/05 durant laquelle le chômage touche bien plus les jeunes que les demandeurs d'emploi de catégorie 1 tous âges confondus : le nombre de demandes d'emploi des moins de 26 ans avait alors augmenté de 6,6% là où la moyenne plus globale s'élevait seulement de 1,5%.

Si l'année 2005/06 est favorable aux jeunes, précisons qu'elle l'est avant tout pour ceux qui connaissent un chômage de courte durée : alors que le nombre global de demandeurs d'emploi (catégorie 1) a diminué de 9,1%, celle des jeunes chômeurs de courte durée régresse de 15,4% là où celui des autres jeunes ne baisse « que » de 7,5%.

Evolution du nombre de DEFM (catégorie 1) entre 2004 et 2006 (en%)



³⁰ Sources : INSEE, *L'année économique et sociale*, 2004

Cette fois, le caractère discriminant se réalise globalement au détriment des jeunes hommes, et avec encore plus d'acuité chez les jeunes inscrits durablement dans le chômage :

Evolution du nombre de demandeurs d'emplois de moins de 26 ans en fin de 2^{ème} trimestre de chaque année

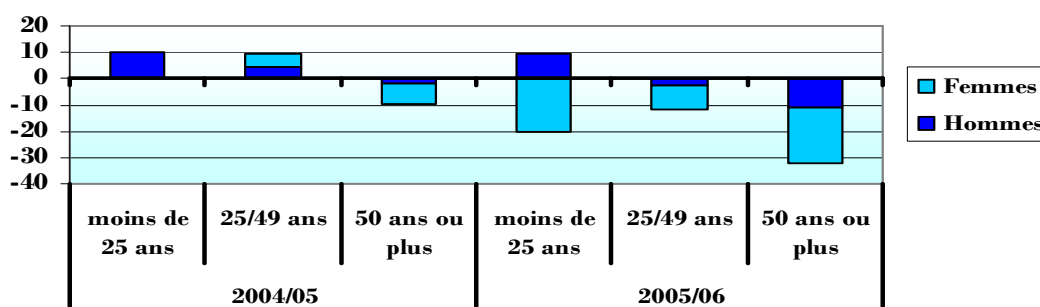
| ANCIENNETE AU CHOMAGE | Juillet 2004 – juin 2005 | | Juillet 2005 – juin 2006 | |
|--------------------------|--------------------------|---------------|--------------------------|---------------|
| | <i>Hommes</i> | <i>Femmes</i> | <i>Hommes</i> | <i>Femmes</i> |
| Moins d'un an | 11% | 3% | -21,4% | -8,7% |
| Plus d'un an | 31,6% | -19,4% | -5,8% | -9,6% |

(Sources : données DRTEFP)

En juin 2006, les demandeurs d'emplois de plus de 50 ans composent 17.5% de l'ensemble des chômeurs de catégories 1. Cette classe de chômeurs bénéficie d'une embellie socio-économique puisque depuis 2004, elle n'a cessé de diminuer (régression de 5.4% en 2004/05, puis de 6.8% en 2005/06). Si au regard de l'ensemble de cette catégorie de chômeurs, l'année 2004/05 leur fût bénéfique, la régression de son nombre l'année suivante est moins rapide que le taux d'évolution globale de cette classe de demandeurs d'emploi ; (-5.4% contre -6.8%).

Contrairement aux jeunes, les demandeurs d'emploi de longue durée les plus âgés (qui représentent près de 34% de cette typologie de chômeurs de longue durée -catégorie 1-), se posent comme la catégorie la plus marquée par le ralentissement du chômage :

**Evolution du nombre
de demandeurs d'emploi de catégorie 1,
dont l'ancienneté au chômage est > à 2ans**



Comme le souligne le graphique précédent, le chômage de longue durée connaît un ralentissement durant l'année mobile 2005/06 (-9.4%). Ce sont les femmes qui en bénéficient le plus avec une diminution de leur nombre culminant à 20% chez les jeunes, et jusqu'à 21% chez les personnes âgées de 50 ans et plus.

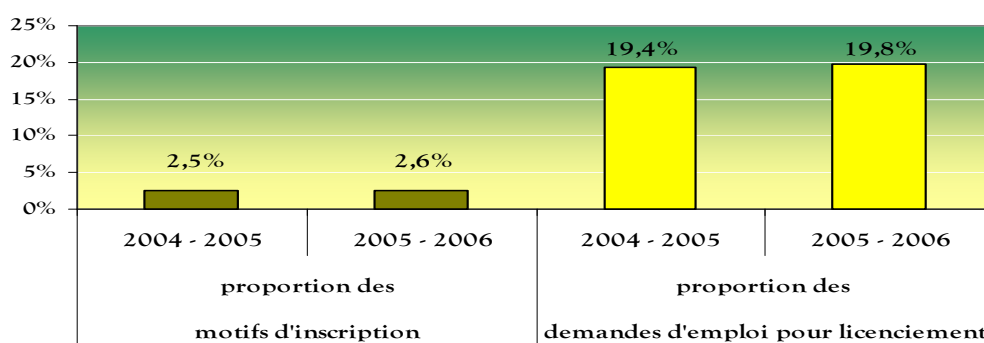
Evolution du nombre de licenciements économiques

Entre juillet 2005 et juin 2006, le Territoire enregistre 591 demandeurs d'emplois immédiatement disponibles (dont 235 femmes et 356 hommes) qui ont fait l'objet d'un licenciement économique. Le taux d'évolution des demandes d'emploi (catégories 1, 2, 3) enregistrées à la suite d'un licenciement progresse 2 fois plus vite (9.5%) que celui du nombre de demandes d'emploi sorties (DES de catégories 1, 2, 3) (-3.9%).

Bien davantage que leurs congénères, les femmes sont significativement touchées par les licenciements qui s'élèvent à 1246 durant l'année mobile 2005/06, (soit 179 de plus que l'année précédente), ainsi que par la baisse du nombre de sorties relatives à la reprise d'une activité (-6.6%).

Au regard de l'ensemble des facteurs de chômage, le licenciement économique apparaît comme le moins déterminant du fait de son faible nombre :

La part des licenciements économiques dans l'évolution des demandes d'emploi enregistrées

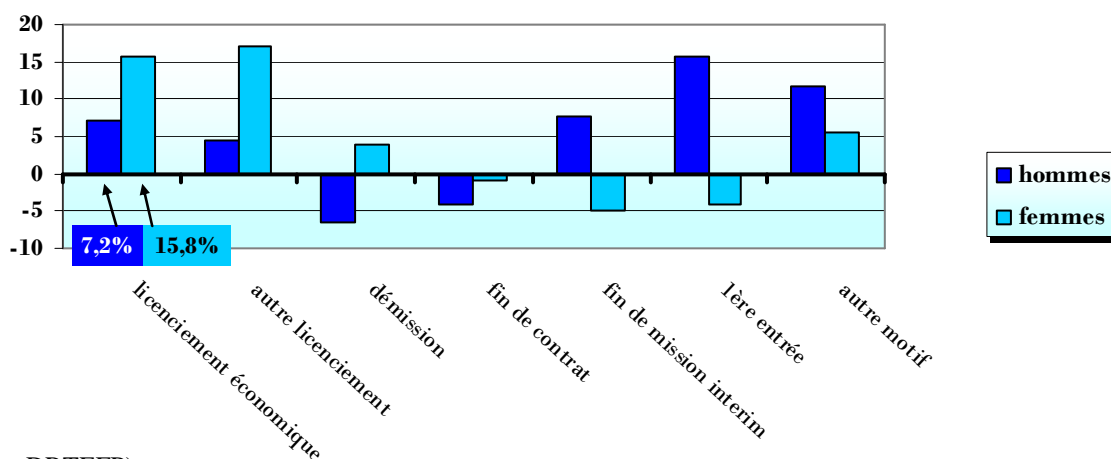


(Source : DRTEFP)

Alors qu'en 2003/04 l'évolution des demandes d'emploi pour cause de licenciement économique avait régressé (-12.3%), elle enregistre une progression de 10.5% l'année suivante.

Si entre 2004 et 2005 l'évolution globale du nombre de licenciements économiques touchant les hommes et ceux affectant les femmes sont relativement proches, la progression de demandeuses d'emploi après un licenciement économique augmente l'année suivante de plus de 15.5%, là où celle des hommes progresse deux fois moins vite (+ 7.2%).

Evolution des DEE (catégorie 1, 2, 3) par motif d'inscription en 2005/06



(Source : DRTEFP)

Ressources Humaines des entreprises et caractéristiques des emplois :

Les chiffres clé

L'emploi salarié

- ↪ **Le territoire de la MDEGB concentre 18,1% des emplois (salariés du secteur privé non agricole) du département de l'Hérault .**
- ↪ **L'emploi s'est accru de 32% en l'espace des dernières années, progression plus lente qu'au niveau départemental (39.4%).**
- ↪ **Entre 1995 et 2004, le nombre d'établissements actifs (secteur privé non agricole) a augmenté de 19.2%.**
- ↪ **Le paysage économique local est prédominé par les TPE qui constituent 86.7% de l'ensemble des entreprises.**
- ↪ **Les moyennes entreprises (50 à 199 salariés) se sont accrues de 16% en deux ans (2002/2004) et génèrent actuellement 19% des emplois salariés du territoire.**
- ↪ **Le secteur tertiaire concentre 78% des emplois enregistrés (secteur privé non agricole), et enregistre une hausse de 29.5% de son nombre d'établissements actifs entre 1995 et 2004.**
- ↪ **Béziers et Agde génèrent à elles seules plus de 78% des emplois salariés du secteur privé non agricole.**

Les demande(ur)s d'emploi

- ↪ **Quatre FAP concentrent 1/4 des demandes d'emploi des chômeurs immédiatement disponibles ; vente, hôtellerie (employé et AMT), entretien (agent), secrétariat.**
- ↪ **Trois principaux secteurs connaissent des difficultés de recrutement : des tensions sont identifiées dans les domaines de l'action sociale, culturelle et sportive, l'hôtellerie et le bâtiment (ouvrier qualifié en gros œuvre).**
- ↪ **Les demandeurs d'emploi immédiatement disponibles représentent 60% de l'ensemble des chômeurs enregistrés.**
- ↪ **Entre juillet 2005 et juin 2006 le nombre de chômeurs de catégorie 1 a baissé de 9.1%.**
- ↪ **En juin 2006, le territoire compte 1335 jeunes demandeurs d'emploi de moins de 26 ans (catégorie 1) soit 226 de moins que l'année précédente.**
- ↪ **Le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans (catégories 1, 2, 3) ne cesse de diminuer depuis 2004 ; -5.4% en 2004/2005, -6.8% en 2005/2006.**
- ↪ **Les licenciements économiques n'ont que peu d'incidences sur les courbes du chômage, même si les demandes d'emploi enregistrées suite à un licenciement ont augmenté de 10.5% entre juillet 2004 et juin 2005.**